



Question orale de M. JUNQUE : Taxe des établissements de fast-food.

M. Junqué signale que la commune d'Auderghem a récemment adopté un règlement instaurant une taxe spécifique sur les établissements de chaîne de restauration rapide. Cette initiative vise à lutter contre la « malbouffe », à protéger la santé publique (notamment celle des jeunes) et à limiter l'implantation de ce type d'enseigne à proximité des écoles.

Cette taxe prévoit notamment :

- une taxe d'ouverture de 10.000 €, portée à 20.000 € si l'établissement est situé à moins de 100 mètres d'un établissement scolaire ;
- une taxe annuelle de 12.000 €, également doublée dans les mêmes conditions ;
- une définition précise des établissements concernés, excluant les snacks indépendants ou les friteries traditionnelles, et ciblant uniquement les enseignes disposant d'un dispositif de commande automatisée (bornes ou comptoir) et servant des produits de marque correspondant à l'enseigne.

M. Junqué estime particulièrement pertinent le fait d'exclure les indépendants et de cibler les multinationales.

Vu le contexte budgétaire tendu auquel la commune n'échappe pas, l'épidémie de malbouffe largement dénoncée par les experts et les effets délétères de cette alimentation sur la santé (en particulier celle des plus jeunes), M. Junqué aimerait savoir si une réflexion similaire a été menée ou envisagée à Uccle et si une analyse juridique et budgétaire de la faisabilité d'une telle taxe pourrait être confiée aux services compétents.

Mme la Première Echevine répond que le règlement auquel M. Junqué fait allusion suscite des interrogations au sein de la tutelle et que la commune d'Auderghem n'a donc pas encore obtenu gain de cause à ce stade.

Le Collège est évidemment préoccupé par le phénomène de la malbouffe mais estime qu'il est plus utile de se concentrer sur la prévention et la sensibilisation.

De prime abord, le Collège n'est pas favorable à l'instauration d'une taxe.

En effet, si cette taxe atteint son objectif de santé publique, elle n'est pas rentable, et si elle s'avère rentable, cela signifie qu'elle ne contribue pas à améliorer la santé publique.

De plus, la distinction entre indépendants et multinationales fait fi de la réalité des commerces franchisés, qui sont par ailleurs un vivier d'emplois locaux.

Selon Mme la Première Echevine, il convient donc de se mobiliser sur les actions de sensibilisation à une alimentation saine. Les Echevins en charge de la santé et de l'éducation ne manqueront pas d'y être attentifs.